

La durabilité en matière d'AEPHA en 2011

Comment construire des services d'AEPHA durables ? Cette question cruciale bénéficiera d'une attention particulière dans les quatre prochains numéros de Source Nouvelles en 2011. Dans chaque numéro, nous allons présenter des initiatives pouvant être qualifiées de durables.

Dans ce numéro, trois articles mettent en évidence les produits et les leçons tirés de deux grands programmes financés par la Fondation Bill et Melinda Gates : WASHCost et de Triple-S.

- **Se rappeler des coûts 'oubliés' des services durables** au Ghana, un reportage photo en provenance du Ghana. Récemment, Nick Dickinson a passé deux mois au Ghana pour contribuer à la documentation des activités de l'IRC et de l'équipe locale WASHCost (Page 8).
- **Garantir des services d'eau durables en milieu rural**: par Sarah Garriger, qui met en lumière les leçons d'une étude récemment réalisée sur les facteurs qui contribuent ou qui contraignent la fourniture de services d'eau durables en milieu rural à l'échelle dans 13 pays (Page 9).
- **Réunir les données et une méthodologie pour la promouvoir**

auprès des décideurs, des bailleurs et des gouvernements est l'un des principaux messages du Symposium de l'IRC, intitulé « Pompes, Tuyaux et Promesses » a eu lieu en novembre dernier aux Pays-Bas. Le rapport de synthèse signé par Peter McIntyre souligne le coût élevé des services pourtant déficients et les conséquences sur les ménages (Page 5).

L'importance des coûts de renouvellement

L'étude sur la fourniture de services d'eau durables en milieu rural de Triple-S souligne un manque criant de considération pour les coûts à long terme, soit les coûts de fonctionnement et d'entretien courant, de renouvellement et de réhabilitation, les coûts d'appui direct et indirect et les coûts du capital pour le remplacement des actifs.

Pendant que les trois quarts du coût total pour l'atteinte des OMD de l'eau et de l'assainissement sont requis pour l'entretien et le remplacement de la structure existante, seul 13% du financement réel de l'eau et de l'assainissement par huit principaux bailleurs de fonds sont en fait réservés à cet effet.

Dick de Jong

Les top trois articles 2010 de Source

En utilisant Source Nouvelles en ligne et le blog « La voix de la communauté » [<http://ircwsscc.wordpress.com/>], l'IRC souhaite augmenter le nombre d'articles sur le thème d'AEPHA les plus instructifs, informatifs et provocateurs disponibles.

En 2010, les trois premiers articles les plus consultés de Source Nouvelles en ligne sont :

1. Atono school in Kenya [<http://www.irc.nl/page/54200>] (Auteurs: Dick de Jong et Ingeborg Krukkert), provenant du fils d'infos du programme régional Afrique de l'Est. Ce photo-reportage porte sur l'amélioration de l'approvisionnement d'eau et d'assainissement dans cette école du Kenya, et il été lu par 684 personnes. Il semble que le concept d'urinoirs pour les filles ait intrigué nombre de lecteurs.
2. L'IRC a organisé un concours intitulé "Racontez-nous une histoire dont vous êtes fier – et gagnez un prix" [<http://www.irc.nl/page/51946>] (Auteur : Caridad Machín Camacho). Source Nouvelles a lancé un appel

international pour recueillir des récits sur les interventions à l'échelle communautaire qui ont amélioré (ou non) l'offre d'assainissement et les pratiques d'hygiène. 399 personnes ont reçu le message en 2010, et 30 récits ont été soumis. Compte tenu de l'enthousiasme des lecteurs, l'IRC a décidé de poursuivre le concours en 2011.

3. Un autre article tiré de Source Nouvelles : l'Ethiopie : le succès de la latrine ArborLoo" [<http://www.irc.nl/page/51945>]. (Auteurs : Mayling Simpson-Hebert et Dennis Warner) vient en troisième place avec 395 lecteurs. La latrine ArborLoo est la plus simple de toutes les toilettes écologiques. Après chaque utilisation, on verse une tasse d'un mélange de terre et de cendre de bois pour intensifier le processus de compostage, mais également pour réduire les odeurs et décourager les insectes.

Envoyez votre histoire à (storycontest@irc.nl)
Caridad Machín Camacho (camacho@irc.nl)

Avec la coopération de



Services
d'AEPHA
durables

Nouvelles

Informations thématiques, page 1-5

- La durabilité en matière d'AEPHA en 2011
- Les top trois articles 2010 de Source
- Aider les populations du sous comté de Masaba . . .
- Messieurs, ne jetez plus les sachets plastiques, envoyez-les à Grâce Dotou !
- Une ouverture sur l'eau au Nord de l'Ouganda
- L'avis des experts : La Facilité africaine de l'eau
- Le symposium de l'IRC met au défi le secteur de l'AEPHA de déterminer le coût et le financement des services durables La route vers SACOSAN IV : réponse aux questions d'équité et d'inclusion

Nouvelles du WSSCC, page 6-7

- Délégués ouest africains en visite au Bangladesh : un bel exemple de partage et d'apprentissage entre les pays
- Gestion de l'hygiène menstruelle
- Le WSSCC accueillera le Forum mondial sur l'assainissement et l'hygiène
- Confirmez votre adhésion au WSSCC ou inscrivez-vous aujourd'hui !

Nouvelles de l'IRC, page 8-11

- Illustrer la fourniture de services durables à l'aide d'un photo reportage
- La fourniture de services d'eau durables en milieu rural : Les leçons d'une étude menée dans 13 pays
- Les villes peuvent montrer la voie vers la gestion durable . . .
- Intéresser les politiciens à la durabilité des services d'eau en villes

Nouvelles du CREPA, page 11-12

Avec des contributions de CREPA



Aider les populations du sous comté de Masaba à accéder l'eau et à l'assainissement la main dans la main Histoire sélectionnée lors du concours 2011

Je m'appelle Moïse Bilabi, et je suis étudiant en deuxième année à l'Université chrétienne de l'Ouganda. Je viens de la paroisse de Buboole du village de Bukissa, du sous-comté de Masaba du district de Sironko, dans la région Est de l'Ouganda. Le sous-comté de Masaba est caractérisé par ses montagnes puisqu'il est situé dans la région du Mont Elgon et il est arrosé par de nombreuses rivières.

L'assainissement et l'eau de qualité sont encore insuffisants en raison des fortes pluies qui inondent et contaminent les eaux, les rendant impropres à la consommation. Les mauvaises conditions d'hygiène dans les communautés de Masaba sont dues principalement à l'ignorance et aux traditions puisque près de 60% de la population est analphabète. Les problèmes d'eau et d'assainissement entraînent un appauvrissement en raison des visites répétées à l'hôpital causées par des maladies d'origine hydrique et liées à conditions sanitaires insuffisantes. Au-delà de notre zone d'intervention, les femmes parcourent des distances assez longues pour trouver des sources d'eau protégées. Le nombre de latrines par familles est faible, et dans certains cas, plusieurs familles se partagent un nombre limité de latrines. Cette situation résulte de la pauvreté, de la paresse et du manque de connaissances sur les pratiques d'assainissement.

Intervention

Étant orphelin, le Mouvement Masiyompo qui œuvre dans la région m'a soutenu dans ma jeunesse. Il m'a motivé à relever certains défis auxquels il était confronté pour répondre aux besoins en eau et en assainissement des communautés. En 2004, le Mouvement a décidé de mettre en place un projet d'approvisionnement en eau durable dans le sous-comté de Masaba. Il a fourni plusieurs villages en eau potable courante en utilisant une technologie gravitaire. Ce projet permet de fournir une eau à 90% propre et à limiter la contamination des hommes et des animaux. Il a aussi aidé les familles à économiser en médicaments. L'assainissement s'est amélioré de 10% à 30%-40% au moins.

Messieurs, ne jetez plus les sachets plastiques, envoyez-les à Grâce Dotou !

Dimanche à la plage de Fidjrossè à Cotonou. Dossi, la belle Dossi regarde droit dans les yeux de son compagnon, qui, de la main droite lui serre l'épaule droite. Elle sort un sachet de jus de fruit, l'ouvre avec ses dents et le pose sur les lèvres de son ami qui en suce. Elle vide ensuite le reste et comme les sept autres

En 2009, j'ai commencé à m'activer et à m'assurer que l'approvisionnement en eau et en assainissement s'améliore à l'aide de mes efforts. J'ai commencé à aller à divers ateliers sur le sujet afin de recueillir plus d'informations sur les meilleures pratiques des organisations, des bailleurs de fonds et des ministères de tutelle avant de ramener ceux-ci à domicile pour une expérience pratique. Par exemple, j'ai assisté à une conférence au Speke Resort Munyonyo en Octobre 2009 et à la conférence de l'Afrique de l'Est sur l'assainissement les 2- 4 mars 2010. J'y ai fait des exposés et j'ai acquis de nouvelles connaissances en la matière. Cela m'a permis de rapporter des pictogrammes et des livres pour nos communautés afin qu'elles puissent apprendre en tirant des leçons sur ce qu'elles voient.

Diffuser les leçons dans les communautés

Nous avons développé une importante base d'informations en AEPHA afin que les communautés soient en mesure s'entraider pour relever le défi de l'amélioration de l'accessibilité à l'eau et à l'assainissement. Je documente également les nombreuses demandes de fonds afin que nos communautés puissent améliorer leur accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. J'ai repris l'idée de promouvoir la diffusion des connaissances à l'aide de fora paroissiaux. Ces fora ont lieu tous les cinq mois et réunissent les leaders locaux d'AEPHA afin qu'ils puissent partager leurs réalisations, leurs difficultés et leurs échecs.

Des résultats positifs

Un certain nombre de résultats positifs ont été réalisés à la suite de nos efforts dans le sous-comté de Masaba :

1. Tout d'abord, nos efforts ont abouti à la construction du système d'écoulement gravitaire. Cela a permis aux femmes et enfants du voisinage à avoir accès à l'eau potable. Cela a aussi réduit la prévalence des maladies d'origine hydrique.
2. En outre, grâce aux forums d'échange et de sensibilisation communautaire,

les communautés ont acquis plus de connaissances en matière de promotion de l'assainissement au niveau des ménages et de la gestion de l'eau.

3. Dans chaque village desservi par un système d'eau potable, nous avons institué des comités de gestion de l'eau composés de trois hommes et de deux femmes de sorte que la durabilité soit réalité.
4. J'ai développé une série de pictogrammes illustrant les activités liées au l'eau et à l'assainissement afin que les communautés puissent apprendre comment améliorer l'AEPHA.
5. La participation communautaire et le partage des connaissances sont accrus grâce à des activités de sensibilisation individuelle, des actions collectives de partage sur l'approvisionnement en eau et en assainissement et aux forums d'apprentissage.
6. L'assainissement et l'hygiène se sont améliorés de 40% grâce à des approches efficaces et novatrices.

Qu'avez-vous fait pour vous assurer que vous et vos voisins ayez accès à une eau potable et amélioriez vos pratiques d'hygiène et d'assainissement ?

Mesdames, messieurs et chers enfants, l'accès à l'eau et à l'assainissement invite à un effort commun et non pas seulement des gouvernements et des bailleurs de fonds comme le croient plusieurs. À titre personnel, qu'avez-vous fait pour que vous et vos voisins ayez accès à une eau potable et amélioriez vos pratiques d'hygiène et d'assainissement ? Il faut aimer et considérer son prochain, pour avoir envie de partager les quelques ressources disponibles avec les autres. Il me plaît de livrer ce message et de partager les efforts effectués en matière d'eau et d'assainissement, y compris ma contribution personnelle, pour rendre les communautés de Masaba plus heureuses.

Moïse Bilabi (mossebi@yahoo.com) âgé de 23 ans est promoteur eau et assainissement communautaires, à l'Ouganda Christian University, campus de Mbale, BP 189, Mbale, Ouganda

qu'ils ont vidé, le jette là sur le sable de la plage. Puis le couple se lève.

Dossi sort de la poche arrière de son pantalon "blue Jean", un sachet de bonbon, le vide et le jette là à côté de leurs voisins. Comme pour les relayer, le couple voisin dépose à côté du sachet de biscuit vide, les cinq sachets d'eau

qu'il vient de vider. Maintenant, les deux couples peuvent fièrement rejoindre les spectateurs du concert gratuit à quelques mètres d'eux, afin d'approfondir la détente. Ah, le civisme tel qu'on l'aime !. Comme tous les dimanches, la foule inonde la plage, des tonnes de sachets plastiques avec.

Les villes béninoises, Cotonou, Porto-Novo et Abomey Calavi en tête, sont les dépotoirs de sachets en plastique de toutes sortes. Une femme a-t-elle fait les emplettes au marché, elle jette après usage le sachet dans la rue ou sur des tas d'ordures puants avoisinant ou jouxtant les habitations.

Dans ce concert d'incivisme, certaines personnes prennent des initiatives novatrices qui encouragent l'hygiène et l'assainissement. L'un de ces innovateurs, Grâce Dotou collecte, recycle et transforme les sachets plastiques en sacs à main, porte monnaie, poupées, porte clés, chemises, ou encore en jouets. Les sachets collectés sont lavés, séchés, découpés en lamelles puis tricotés avec des crochets.

Les objets fabriqués sont vendus aussi bien aux nationaux qu'aux touristes étrangers. Depuis plus d'une décennie, Grâce fait fortune à partir des sachets. Avec son

Une ouverture sur l'eau au Nord de l'Ouganda

Histoire sélectionnée lors du concours 2011

Au village d'Akodokodoi, au Nord de l'Ouganda, l'arbre nous sépare. D'un côté, nous avons le personnel et les partenaires du projet CARE assis sur des chaises pliantes de bois, en cercle, avec les hommes. De l'autre côté de l'arbre, les femmes sont installées à même le sol. Je me demande si cette séparation est pour un mieux allaiter leurs enfants au sein ou pour mieux les déplacer. Certaines regardent au loin ou jouent distraitement avec des touffes d'herbe, les jambes allongées devant elles.

Les femmes ne sont pourtant pas des observatrices désintéressées. Après que les hommes aient raconté la façon dont la communauté a travaillé avec nous pour obtenir le forage qui est maintenant leur principale source d'eau, nous demandons aux femmes quelle différence ce forage a eu dans leur vie. Elles parlent sans hésitation, et avec détermination. La première chose mentionnée par Janet Adongo c'est que leurs maris ne les battent plus. Dans le passé, elles partaient tôt le matin pour marcher trois kilomètres jusqu'au point d'eau le plus proche, situé dans une école. Une fois là bas, elles faisaient la queue pendant des heures. Elles rentraient chez elles pour trouver leurs maris non seulement affamés, car le déjeuner n'avait pas encore été préparé, mais méfiants à l'idée de perdre leurs épouses. La violence était de la partie.

« Cette installation encourage nos maris à nous aimer plus », soutient une femme.

La violence domestique causée par le manque d'eau à proximité n'est pas une surprise pour moi, ayant vu dans d'autres

association « Qui dit mieux », elle fait de bonnes affaires dans le recyclage des sachets pastiques en même temps qu'elle lutte contre la pollution. Elle achète les sachets chez les collecteurs et forme des dizaines de femmes à la collecte, au traitement et à la transformation des sachets. L'initiative de Grâce Dotou est saluée aussi bien par le grand public que par les Nations Unies et les autres acteurs du secteur de l'assainissement.

En 2002, elle a reçu entre autre des mains de Koffi Annan alors Secrétaire générale de l'ONU, le Prix des Nations Unies pour la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement. La formation des femmes a permis l'autonomisation de celles-ci notamment en leur permettant de fabriquer et de vendre des sacs à mains, des habits à partir des sachets.

Le plus bel hommage qu'on puisse rendre à Grâce est de l'inonder de sachets usés

pays comment la pénurie d'eau affecte pratiquement tous les aspects de la vie domestique. Pourtant, cette situation semble particulièrement grave.

« Pourquoi je pose la question avec autant de naïveté ? Les hommes ne croient pas leurs femmes quand celles-ci affirment qu'il faut une demi-journée pour aller chercher de l'eau ».

A ce stade, la conversation reprend. Il ya des échanges entre les hommes et les femmes. Nous, nous attendons avec impatience la traduction.

J'ai compris que le point de vue des hommes se résume à ceci : la collecte d'eau est la responsabilité des femmes. Un homme va jusqu'à dire qu'il a payé une dot pour sa femme et qu'elle doit travailler, sans se soucier du temps il lui faut pour obtenir de l'eau. Une femme rétorque qu'elle est insultée par la mention de la dot.

La situation dans le village d'Akodokodoi n'est pas typique. Mais elle est loin d'être unique. C'était la preuve pour moi que l'eau n'est pas une question neutre, mais plutôt une question profondément politique et spécifique au genre. Les femmes croupissent sous la charge de la collecte, et elles n'ont guère le choix. Elles sont généralement exclues des décisions relatives à la façon dont l'eau est distribuée et utilisée, en particulier quand elle l'est à des fins de production, comme pour l'agriculture.

L'accès à l'eau potable réduit la mortalité due aux maladies diarrhéiques, elle aide à retenir les enfants à l'école et elle libère du



et de lancer à chaque fois que quelqu'un jette un sachet aux coins d'une rue : « monsieur, ramassez-le et envoyez-le à Grâce Dotou à Porto Novo en attendant l'atténuation de l'usage ou la suppression des sachets plastiques comme au Rwanda! ».

Pacôme Tomètissi, Bénin

temps que les gens peuvent utiliser pour gagner leur vie. Mais cela n'améliore que temporairement la situation des femmes et des filles. Si une nouvelle pénurie se produit, ce sont les filles qui seront les premières à être retirées de l'école pour aller chercher l'eau, tandis que leurs frères ne seront pas dérangés.

Quelles sont les implications pour les organisations de développement, les bailleurs, les gouvernements et autres acteurs qui font la promotion, le plaidoyer et qui agissent directement pour améliorer l'accès à l'eau potable et l'assainissement ? Si l'accessibilité à l'eau potable et à l'assainissement soulève des préjugés, elle constitue aussi une possibilité d'intervenir sur les aspects culturels et institutionnels liés aux l'inégalité homme-femme. Considérer ces aspects nous permet non seulement améliorer l'efficacité des programmes, comme nous l'avons vu dans des projets priorisant la participation des femmes, mais également d'avoir un plus grand impact, sur la réduction de la pauvreté et les questions de justice sociale.



Rencontre avec les hommes, Photo : CARE 2010

Prêt à défier le statut quo ?

Et si l'un des critères de sélection des communautés d'intervention pour les organisations de développement était de considérer l'ouverture au changement des mœurs et d'amener les hommes et les garçons à participer aux étapes de la collecte de l'eau ? Et si les décideurs donnaient la priorité aux femmes en matière de contrôle et de propriété de

l'eau et de la terre en tant qu'aspects inhérents à leurs droits pour l'éducation ? Et si les conseils et les organes de gestion des bassins versaient stimulaient activement la participation des femmes dans les processus de décision, sachant que les hommes et les femmes se servent de l'eau de manières très différentes ? Et si les bailleurs soutenaient des politiques plus intelligentes pour la fourniture de l'eau et de l'assainissement ?

Suite à cet échange passionné, la conversation s'est poursuivie sur la différence faite par le forage dans la vie quotidienne du village d'Akodokodoi. Il reste que j'ai été très émue par les premiers mots de ces femmes qui n'avaient pas peur de dire la vérité. Nous devrions agir avec la même détermination.

Malaika Wright (mwright@care.org), Chargée de l'Apprentissage et des Communications, équipe eau de CARE Etats-Unis

L'avis des experts : La Facilité africaine de l'eau se positionne sur des approches et des technologies novatrices pouvant être aisément vulgarisées.

L'interview du Dr. Akissa BAHRI, Coordinatrice de la Facilité africaine de l'eau – FAE/BAD

La Facilité africaine de l'eau (FAE) a été créée pour mobiliser les ressources permettant de financer l'infrastructure de l'eau et les activités favorisant les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique. Elle soutient des projets pilotes sur le continent africain ; mais elle va aussi dans les quartiers défavorisés et les écoles ; elle est présente dans la plupart des pays d'Afrique, en particulier dans les Etats fragiles. Cela fait beaucoup pour une facilité mise en service il y a seulement cinq ans. L'interview de sa nouvelle coordinatrice, en poste depuis le 14 juin 2010.

Quelles sont les grandes lignes de la Facilité africaine de l'eau ?

La Facilité africaine de l'eau est une initiative du Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW), destinée à faire face aux besoins croissants d'investissements du continent dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Cette création est venue dans la lignée des objectifs exprimés en 2000 dans la « Vision africaine de l'eau pour 2025 » (Africa Water Vision 2025) et des Objectifs du millénaire pour le développement. Initiée en 2004, la Facilité est devenue opérationnelle en 2006. Elle est hébergée par la Banque africaine de développement (BAD), qui lui fournit un cadre opérationnel adéquat. C'est donc une initiative africaine, destinée aux Africains et gérée par une institution régionale.

Nous espérons que ce mouvement s'accroît et que les pays africains s'approprient l'instrument ; une campagne de prospection a été lancée auprès des pays du continent. Ceci est symboliquement important.

Un certain nombre de partenaires ont renforcé leur soutien en mettant à disposition de la Facilité des assistants techniques : c'est notamment le cas de la France, de la Norvège, du Royaume Uni et de l'Autriche.

La FAE se différencie des instruments traditionnels de financement par certaines

spécificités : l'approche participative qu'elle a instaurée pour l'élaboration des projets ; la singularité de son portefeuille et sa capacité de s'adapter aux besoins et aux contextes autant locaux, que nationaux ou régionaux. La Facilité intervient à la demande des organisations bénéficiaires. Pour cela, elle a organisé un système d'éligibilité ouvert, lui permettant de travailler avec une grande variété d'acteurs, tels que les services publics, les organismes de bassins, les institutions régionales, les organisations non gouvernementales, les administrations locales / municipalités et les organisations communautaires de base (OCB). Nous accordons par ailleurs une attention particulière à l'originalité des projets qui nous sont soumis ainsi qu'à leur capacité de « passer à l'échelle » ce qui leur permettra de produire des résultats plus probants et plus complets. C'est l'effet de levier qui est recherché. Les financements accordés sont dans tous les cas inférieurs à 5 millions d'euros ; la majorité d'entre eux sont même d'un montant inférieur à 2 millions d'euros ; cependant ces financements ont vocation à susciter des intérêts et entraîner des investissements supplémentaires. La FAE cherche à rendre « bancables » les projets qu'elle a retenus.

Parallèlement à cette démarche orientée sur la valeur ajoutée des projets, la FAE a développé un appui spécifique aux États fragiles. Alors que les interventions de la plupart des donateurs bilatéraux et multilatéraux dans ces pays sont limitées, la FAE est capable de fournir un appui aux pays sortant d'un conflit ; de même, la FAE est en mesure de fournir un appui aux pays confrontés à de graves crises. Elle compte ainsi actuellement, dans son portefeuille, des projets, approuvés ou mis en œuvre, dans la plupart des États dits « fragiles ».

La Facilité est donc opérationnelle depuis cinq ans. Y-a-t'il eu un bilan de son activité ou de son efficacité ? Comment est notamment assuré le suivi des projets ?

Une évaluation externe et indépendante a effectivement été réalisée en 2009, et nous sommes aujourd'hui en train d'élaborer sur cette base un nouveau plan stratégique. L'objectif est d'améliorer tant l'efficacité de la Facilité que l'efficacité opérationnelle des projets eux-mêmes, les deux sont liés. Un effort devra notamment être fait pour améliorer notre visibilité. Par ailleurs, nous devons encore améliorer la qualité des projets à l'entrée et nous assurer de la capacité des bénéficiaires de la Facilité à mettre en œuvre les projets qui ont été élaborés, notamment, comme vous l'avez noté, sur tous les aspects du suivi. Il faut nous assurer que toutes les conditions sont réunies pour que les projets aient un effet catalyseur. Un bon exemple de cet effet de levier a été fourni par un investissement réalisé auprès de la Commission du bassin du Lac Victoria, le montant de la Facilité a été de moins de 1 million d'euros, et le projet vient cette année de recueillir un prêt de 82 millions d'euros auprès de la BAD.

Cependant avec 67 projets en cours, la FAE elle-même doit renforcer ses capacités de gestion et de suivi. Le Plan stratégique va sûrement nous conduire à revoir partiellement nos domaines d'intervention. Pour l'heure, ces domaines sont au nombre de quatre : 1. Les investissements pour répondre aux besoins en eau ; 2. Le renforcement de la gouvernance ; 3. La meilleure connaissance de l'eau ; et 4. Le renforcement de la base financière. Concrètement cela représente un spectre très large et la question se pose aujourd'hui de savoir si nous ne devrions pas focaliser notre action sur des champs plus restreints. Le sujet sera le point central des discussions qui seront tenues



Dr. Akissa Bahri a été, pendant cinq ans, directrice de la région Afrique à l'International Water Management Institute (IWMI). De nationalité tunisienne, elle a auparavant été directrice de recherche à l'Institut national de recherche en génie rural Eaux et Forêts de Tunisie.

lors l'atelier de planification stratégique (prévu courant mars).

Enfin de nouvelles stratégies sont à trouver pour : mobiliser de nouvelles ressources en

Le symposium de l'IRC met au défi le secteur de l'AEPHA de déterminer le coût et le financement des services durables

Le colloque international 2010 de l'IRC a permis d'aborder les défis liés aux capacités du secteur AEPHA à établir les coûts et à financer des services durables - et à mieux comprendre le prix pour les communautés lors d'interruption de services.

Le colloque "Pompes, tuyaux et promesses" qui s'est tenu à La Haye du 16 au 18 novembre dernier a réuni 120 chercheurs, praticiens, économistes, ingénieurs et spécialistes de la gouvernance de 27 pays, pour approfondir les questions des coûts, du financement et de l'imputabilité des services durables d'AEPHA.

Le colloque a connu un grand succès, avec 40 communications présentées par l'UNICEF, WaterAid, Plan, WSP, Transparency international et de nombreuses autres organisations du secteur. Les résultats préliminaires du projet WASHCost visant à déterminer les coûts à long termes des services d'AEPHA de quatre pays ont également été présentés.

L'objectif: des services durables

Le colloque a permis de mettre en évidence la nécessité de passer d'une approche ciblée sur les infrastructures à une approche sur les services durables en matière d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement. L'approche service permet également une plus grande transparence dans la planification et le financement, de même qu'une plus grande fiabilité et qualité de service pour les communautés.

Les participants du colloque ont plaidé pour des données sur les coûts plus accessibles aux décideurs, de même que pour une plus grande transparence et imputabilité sur les coûts et les services.

Une plus grande disponibilité des données sur les coûts permettrait aux décideurs de mieux assumer leurs responsabilités. Malheureusement, les bailleurs et les décideurs gouvernementaux sont sous-représentés lors de l'évènement, le défi étant de les sensibiliser à l'importance de ces sujets. Il s'avère nécessaire de développer des méthodes de collectes de coûts et des messages clés basés sur les recherches en cours. De même, ces recherches doivent être vulgarisées, et les acteurs locaux doivent être formés pour mieux les comprendre et les appliquer.

élargissant le cercle des bailleurs de fonds, pour mieux partager les informations recueillies sur les projets plus avancés, pour mieux divulguer les meilleures pratiques.

L'imputabilité permet aux citoyens de dénoncer les abus

Combattre la corruption, ou elle soit, fait l'objet d'un consensus. Cela implique la mise en place d'agences de réglementation et d'organismes de suivi et d'informations tournés vers les citoyens leur permettant de dénoncer les abus. Sans transparence, imputabilité et sans accès adéquat à l'information nécessaire, les données sur les coûts sont peu susceptibles d'influencer les décideurs du secteur.

Le document de référence du symposium, (Pezon, Fonseca & Butterworth, 2010) souligne que la décentralisation a le potentiel de forger un lien plus fort entre les citoyens et leurs services. " Toutefois, les capacités administratives et le système de régulation sont aussi généralement moins développées à ce niveau. En outre, le risque que la corruption prenne racine dans ces nouvelles structures décentralisées est identifié ".

Les ménages portent actuellement le fardeau

Les coûts d'assainissement et de l'hygiène sont moins étudiés que ceux de l'eau, mais les résultats préliminaires de WASHCost démontrent que de nombreux ménages supportent l'essentiel de ces coûts eux-mêmes.

Co-organisatrice et animatrice du symposium, Alana Potter de l'IRC, déclare: « En ce qui concerne les types d'investissements fait par les ménages pour l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, mais aussi en matière d'hygiène, les résultats de WASHCost, montrent que ... beaucoup de gens dans les pays pauvres investissent d'efforts et de temps et des sommes énormes, pour l'amélioration de leurs conditions de vie ».

Le coût onéreux de l'échec

Catarina Fonseca, Directrice du Projet WASHCost, révèle combien il est coûteux de fournir des services d'eau et d'assainissement de mauvaise qualité. La recherche WASHCost estime que le passage de forages équipés de pompes manuelles vers des systèmes d'approvisionnement en eau potable simplifiés peut tripler le coût de la prestation de services tout en ne déservant pas les usagers adéquatement. En effet, les populations se retrouvent « entre deux eaux », soit entre deux niveaux de services ; un service minimal et un service de base.

La suite de l'interview sur : www.irc.nl.
Propos recueillis par Martine Le Bec – H2o / IRC. Avec la collaboration du réseau RICHE et Marie Quenum du Crepa du Burkina Faso et Christelle Pezon, IRC.



Burkina Faso groupe de travail

« Les variations de coût sont énormes pour offrir le même niveau de service d'eau - un service minimal et un service de base. Ce que nous constatons, c'est que de passer du niveau de base au niveau suivant, demande un investissement beaucoup plus important, non pas en termes de coûts d'investissement - mais pour tous les autres coûts ».

WASHCost propose des échelles de service de l'eau et de l'assainissement à cinq niveaux : service inexistant, service limité, service de base, service amélioré et service idéal. Il ne suffit plus de compter le nombre de points d'eau ou de toilettes - fournir des services sûrs, fiables est important.

Qui paie quoi ?

Le conférencier invité, David Hall, directeur d'Unité de recherches internationales en matière de services publics de l'université de Greenwich, a fait valoir que le principal bailleur de fond est, et continuera d'être, les gouvernements des pays en développement. Il souhaite que l'aide internationale soit réorientée vers les pays qui ont une faible base fiscale et a déclaré que le secteur privé n'a qu'un rôle marginal à jouer dans le financement des services d'eau et d'assainissement des pays à faibles revenus.

Un symposium pour la recherche et l'expérience pratique

Selon les organisateurs et les participants, le symposium est un succès. Alana Potter déclare : « Ce qui est passionnant, c'est que nous commençons à voir la synthèse de trois idées essentielles en termes de coûts, d'imputabilité et de financement, qui sont souvent considérées comme des disciplines indépendantes. Nous commençons à voir une plus grande interdisciplinarité et des synergies apparaissent entre ces trois disciplines ».

Peter McIntyre

Télécharger les 19 pages du rapport de synthèse du colloque au www.irc.nl/page/61225.

La route vers SACOSAN IV : réponse aux questions d'équité et d'inclusion

La 4^{ème} Conférence sud-asiatique sur l'assainissement (SACOSAN 4) sera organisée du 4 au 8 avril 2011 au Sri Lanka. L'Asie du Sud a progressé relativement bien en matière de politiques d'assainissement et d'hygiène, d'institutions et d'investissements. Toutefois, elle reste la région du monde ayant le plus grand nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'assainissement, et où de mauvaises pratiques d'hygiène sont généralisées. Par conséquent, il est peu probable d'y atteindre les OMD en matière d'assainissement. Plusieurs acteurs du secteur se sont associés dans la perspective de SACOSAN 4, pour faire entendre la voix du peuple sur le podium et relever les défis autour des personnes non desservies dans la région, en vue de voir traduits de plus forts engagements et une action concertée significative dans les résultats de la réunion et au-delà.

Un domaine extrêmement difficile pour un appui à travers l'Asie du Sud porte sur la difficulté à atteindre les groupes et les individus marginalisés en grande partie invisibles. L'équité et l'inclusion restent une intention, plutôt qu'une approche systématique. L'action en vue d'une amélioration de la gestion de l'hygiène menstruelle et des services pour les personnes handicapées sont mis en œuvre dans des projets spécifiques, mais ne sont pas intégrés dans les programmes nationaux élargis. De nombreux acteurs nationaux et internationaux tels que l'UNICEF, WaterAid, ONU-Habitat, le Programme eau et assainissement (WSP), le Conseil de concertation pour l'approvisionnement

en eau et l'assainissement (WSSCC), les groupes nationaux de réflexion et les organisations non gouvernementales ont entrepris des études sur des dimensions précises de l'équité et de l'inclusion en Asie du Sud.

En se saisissant de SACOSAN en tant qu'opportunité, quatre organisations (UNICEF, WaterAid, WSP et WSSCC) se sont réunies pour préparer un document de synthèse régionale sur l'équité et l'inclusion en Asie du Sud, faire l'état des lieux de ce qui est disponible et le travail qui a déjà été abattu, tirer des enseignements et dynamiser la pensée et l'action pour l'avenir. Le document et les matériaux audiovisuels d'accompagnement seront partagés avec nos partenaires et le gouvernement, au



Des toilettes conçues pour des personnes handicapées, comme ici à Dhaka, restent une exception (photo : Amanda Marlin, WSSCC)

cours des deux prochains mois dans la région, tout en les invitant à faire des suggestions et à se servir des possibilités offertes à l'échelle nationale.

L'objectif général est de préparer une synthèse régionale qui fera l'objet de partage à l'échelle nationale et qui servira ensuite à catalyser les discussions pendant la conférence SACOSAN elle-même, dans le but de générer des actions pratiques et un plaidoyer en réseau de la part de la société civile et des acteurs du grand secteur public (gouvernement, bailleurs de fonds, investisseurs, exécutants), afin d'orienter les investissements, la recherche et l'action là où il le faut le plus.

Comme lors des précédentes réunions SACOSAN, une forte participation de la société civile est favorisée grâce à une action concertée et le soutien du Réseau d'action pour l'eau douce en Asie du Sud (FANSA), WaterAid et le WSSCC et d'autres organisations de la région. Les comités nationaux ont été mis en place pour renforcer l'engagement à la base pour SACOSAN 4 avec des activités qui incluent les réunions préparatoires de la société civile, les consultations nationales, la recherche en prestation de services dans la région et une vidéo sur l'opinion des gens en matière de services d'assainissement. La recherche sur les perceptions des populations concerne en particulier les groupes qui sont exclus ou mal desservis et est commandée par le Partenariat régional du WSSCC, WaterAid, et le Réseau d'action pour l'eau douce (FAN).

Pour plus d'information veuillez contacter jurga@wsscc.org.

Délégués ouest africains en visite au Bangladesh : un bel exemple de partage et d'apprentissage entre les pays

Lorsqu'on est confronté à un problème difficile, l'une des meilleures façons de déterminer la voie à suivre consiste à demander l'avis de quelqu'un qui a vécu une situation similaire. Cette logique a motivé un groupe de praticiens de l'AEAH extrêmement enthousiastes du Libéria et de la Sierra Leone à visiter le Bangladesh en novembre 2010. Ils sont venus parler aux populations de Dhaka et du milieu rural de Chittagong, sur la façon d'aborder les questions de l'assainissement, de l'hygiène et de l'approvisionnement en eau.

Le Bangladesh a été choisi comme destination parce que ce pays a été le leader mondial dans la mise en œuvre de nouvelles approches à une initiative communautaire. Les pays ont beaucoup en commun. Ils partagent des défis similaires,

comprenant certaines caractéristiques géographiques, une urbanisation croissante, une pauvreté extrême d'un grand nombre de personnes dans la société et des défis considérables pour améliorer l'accès à un assainissement sûr. Mais ils partagent également bon nombre d'avantages: des responsables communautaires engagés dans l'amélioration du développement social et économique, des populations tournées vers l'avenir et optimistes quant aux perspectives pour leurs enfants, et des professionnels dévoués qui reconnaissent l'urgence d'assurer un bon niveau d'assainissement, d'hygiène et d'eau pour tous les membres de la société.

Les délégués d'Afrique de l'Ouest, neuf ressortissants du Libéria et deux de la Sierra Leone, étaient composés de

représentants du gouvernement et de la société civile, notamment des groupes confessionnels, des alliances de femmes et des groupes de jeunes. Le programme hebdomadaire d'une semaine a consisté en réunions et visites de sites, afin d'examiner différentes approches programmatiques, y compris l'Assainissement total piloté par la communauté (CLTS), le marketing de l'assainissement et la programmation urbaine. Les participants étaient enthousiastes pour apprendre en matière de toilettes adaptées aux personnes handicapées et sur l'assainissement écologique et le biogaz. Les membres du personnel de l'ONG nationale Dushtha Shasthya Kendra (DSK) et le Centre de ressources d'éducation villageoise (VERC), le Programme Eau et Assainissement

(WSP), et les membres du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC), et la Coalition nationale du Bangladesh se sont montrés généreux dans le partage de leur expertise et de leur temps avec les délégués. Le voyage d'apprentissage a été conçu et financé principalement par le WSSCC, avec un appui individuel à des délégués offert par WaterAid et le Consortium AEAH Libéria. Les visites de sites du programme ont donné lieu à des questions et des échanges avec le personnel du projet et les membres de la communauté. Chaque soir, les délégués ont partagé leurs impressions

Gestion de l'hygiène menstruelle

En novembre 2010, WaterAid, avec le soutien du consortium de recherche SHARE, a réuni 16 praticiens et chercheurs ayant une expertise dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH), la santé, l'équité et l'inclusion, l'éducation et le Genre, pour partager des connaissances et expériences et développer un programme de recherche pour la gestion de l'hygiène menstruelle.

La table ronde a été organisée pour rassembler un groupe d'experts multidisciplinaires en gestion de l'hygiène menstruelle afin de :

- Évaluer l'état des connaissances sur la gestion de l'hygiène menstruelle ;
- Identifier les principales questions de la recherche de politique et de pratique ;
- Mettre en place une communauté de pratique pour les individus et

et planifié la manière d'utiliser ce qu'ils ont appris une fois de retour.

Les participants sont repartis avec des carnets remplis de bonnes idées, un projet de plan de mise en œuvre dans leurs pays et des noms et adresses email de plusieurs interlocuteurs au Bangladesh qui ont promis de garder le contact. Ils ont aussi été heureux de l'occasion qui leur a été offerte de partager leurs propres solutions et approches avec des collègues du Bangladesh – une reconnaissance manifeste qu'un bon apprentissage est toujours un processus à double sens.

les institutions passionnés par cette question, pour partager, travailler, influencer et donc répondre aux défis stratégiques et pratiques des femmes et des filles en matière de gestion de l'hygiène menstruelle.

L'esprit d'ensemble et les sentiments de la table ronde peuvent se résumer par la déclaration suivante : «La gestion de l'hygiène menstruelle est fondamentale pour la dignité des femmes et des filles et une partie intégrante des services d'assainissement et d'hygiène de base auxquels chaque femme et chaque fille a droit. La gestion de l'hygiène menstruelle doit aussi être envisagée dans le paradigme global de l'équité et de l'intégration en tant que question négligée. Elle recoupe

Le WSSCC soutient que ce style de voyage d'apprentissage est un excellent exemple d'échanges Sud-Sud. Une bonne préparation du voyage, un travail soutenu dans le pays et un suivi permanent, ont tous contribué à des bénéfices durables - en particulier lorsque ces expériences vont servir à améliorer l'AEAH en faveur des plus pauvres et de ceux qui sont le plus dans le besoin.

Vous pourrez obtenir plus d'informations sur le voyage d'apprentissage en contactant amanda.marin@wsscc.org.

d'autres vulnérabilités telles que l'invalidité, la situation, la pauvreté, la classe, la caste et la religion en fonction du contexte. "

La gestion de l'hygiène menstruelle est complexe et doit être traitée de manière holistique et en contexte en tant qu'ensemble de services qui inclut la voix et l'espace pour parler de la question, de l'eau suffisante, la vie privée, les installations pour le lavage et l'évacuation, et, surtout, une sensibilisation accrue parmi les hommes, les femmes, les garçons et les filles.

Pour télécharger la note d'information publiée après la table ronde vous voudrez vous rendre au [<http://tinyurl.com/6fklo3j>]. Pour plus d'informations, veuillez contacter archana.patkar@wsscc.org.

Le WSSCC accueillera le Forum mondial sur l'assainissement et l'hygiène

Le WSSCC organisera un Forum mondial sur l'assainissement et l'hygiène du 9 au 14 octobre 2011 au Mumbai renaissance convention centre, en rassemblant quelque 500 personnes incluant des membres du WSSCC et des professionnels du secteur en Inde pour une semaine de partage et d'apprentissage liées l'assainissement et l'hygiène.

Les grands thèmes sont « Accélération du changement », « Renforcement du savoir et des capacités » et « Partage entre les régions ». Les programme abordera ces thèmes et d'autres thèmes transversaux,

à travers des sessions plénières, groupes et séances régionales; des événements spéciaux, des visites de terrain et une foire d'organisations, produits, services et idées.

Cette réunion offrira une plate-forme mondiale de partage des connaissances et des résultats des récentes conférences régionales sur l'assainissement et de celle à venir en Asie de l'Est, en Asie du Sud, en Afrique et en Amérique latine. Elle s'inspirera également des impressionnants progrès de la Chine en matière d'assainissement et offrira des visites de terrain instructives et stimulantes des principaux programmes

et sites dans l'Etat de Maharashtra, qui est un leader en la matière. Elle réunira un ensemble unique de professionnels du secteur (tant les membres que les non-membres du WSSCC), des activistes et des experts en développement.

Un processus de sélection des participants veillera à une représentation équilibrée entre membres du WSSCC et non-membres et entre pays en voie de développement et pays développés. Pour plus d'informations ou pour recevoir les dernières nouvelles concernant le forum, rendez-vous sur [www.wsscc.org].

Confirmez votre adhésion au WSSCC ou inscrivez-vous aujourd'hui !

Le WSSCC est une organisation à caractère associatif qui vise à mobiliser les personnes ayant une ambition collective de garantir l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène pour tous; informer, engager et habiliter les gens à mieux effectuer leur travail AEAH, notamment par le travail en réseau et le partage des connaissances et veiller à ce que le cadrage de

l'intervention du WSSCC soit articulé avec les communautés locales et les questions locales. Depuis novembre 2010 le WSSCC dispose d'un nouveau site web avec un espace dédié aux membres pour participer au processus de gouvernance du WSSCC, à la recherche et au réseautage, participer à des échanges et plus. Pour rester connecté au WSSCC tous les membres qui y ont

adhéré avant novembre 2010 doivent s'inscrire à nouveau au [www.wsscc.org/members/apply-membership]. Les membres potentiels peuvent se rendre au [www.wsscc.org/members/about-membership] et s'inscrire en ligne gratuitement.

Pour toute question relative à l'adhésion vous pouvez contacter astrid.salcedo@wsscc.org.

Illustrer la fourniture de services durables à l'aide d'un photo reportage

« Au Ghana, la planification des services d'AEPHA continus n'inclut pas systématiquement l'ensemble des coûts post-construction » nous dit le Dr Kwabena Nyarko, professeur de l'Université des Sciences et Techniques Kwame Nkrumah et directeur du projet WASHCost au Ghana. En effet, le projet WASHCost démontre que les activités de planification, budgétisation et de financement ne sont pas coordonnées.

La durabilité des services d'eau potable au profit des populations des zones rurales et péri-urbaines dépend d'une chaîne d'événements déclenchée par le ministère de l'Eau, des Travaux et de l'Habitat établi dans la capitale et se terminant auprès des vendeurs d'eau d'une communauté.

Cette chaîne d'événement est illustrée par un reportage photos produit par l'IRC, l'équipe WASHCost Ghana et le Réseau des Centres de Documentation au Ghana. Le reportage présente le lien entre les services et les coûts associés selon le point de vue de chaque acteur impliqué dans la chaîne.



L'honorable Alban S.K. Bagbin, Ministre des Ressources en Eau, des Travaux et de l'Habitat qui a grandi en zone rurale et qui comprend bien

les défis liés à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement déclare : « Nous devons dépenser toujours plus pour le remplacement d'ouvrages en panne, soit en raison d'un manque d'entretien, soit en raison du manque de connaissances ».



Minta Aboagye, Directeur de la Direction de l'Eau, souligne la nécessité de fournir aux collectivités des services

abordables et accessibles aux communautés. Celles-ci doivent être en mesure de comprendre leur gestion. Cela permettrait à la Direction de mieux budgétiser et aux les communautés de participer à l'offre de service. Selon le directeur, « une fois que nous savons combien il en coûtera pour

fournir ces niveaux de services, cela nous permettra de s'engager financièrement pour être en mesure de les fournir ».

Mme Theodora Adomako-Adjei, coordonnatrice des services de vulgarisation de l'Agence Communautaire de l'Eau et de l'Assainissement (CWSA) croit qu'un service adéquat est un service pratique, disponible et accessible. Elle cherche à diffuser les bonnes compétences, informations et savoir-faire, de même qu'à favoriser l'adoption de bons réflexes et comportements quant à l'entretien des ouvrages. Elle s'interroge néanmoins sur les coûts associés aux changements de comportements.

Mme Fay Ephrim, Urbaniste de la zone Est pour le CWSA dit que l'accent doit être mis sur la planification à long terme qui tient compte de l'évolution des coûts, du logement et de l'énergie. Le CWSA souhaite que les collectivités soient en mesure de fournir les services le plus longtemps possible.

District de Bosomtwe

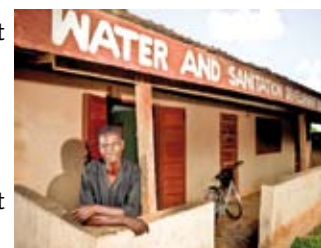
Une grande part de la planification et de fourniture des services durables repose sur les professionnels du district. Les Plans Eau et Assainissement du district tiennent compte des dépenses d'investissement pour l'installation de nouveaux systèmes, mais n'apportent pas encore de réponse systématique aux réinvestissements importants pour maintenir un fonctionnement continu des infrastructures. De plus, ils n'abordent ni les coûts d'appui institutionnel en matière de suivi et de formation. Dans la pratique, lorsqu'une panne importante se produit, les installations sont généralement abandonnées.

Les professionnels du district de Bosomtwe dans la région Ashanti réfléchissent à ces questions

M. Bartholomew Amponsah, ingénieur Eau et Assainissement du district, participe à la proposition de budgets présentés à l'assemblée du district. Parfois, le district n'a pas les liquidités pour couvrir les frais de suivi, ce qui limite les visites de terrain dans les communautés. Selon M. Amponsah, sans suivi régulier impliquant des visites, certaines communautés finissent par laisser n'importe qui puiser gratuitement leur eau et ne parviennent plus à générer les revenus nécessaires au bon

fonctionnement du service.

M. Francis Asare Kusi du Conseil du Développement de l'Eau et de l'Assainissement



du district de Kuntanase gère le réseau hydraulique local. Il parvient à fournir un débit continu d'eau potable à une population croissante, mais il indique que « les fonds locaux ne peuvent pas couvrir les coûts d'extension ».

M. Augustine Owusu, trésorier du comité WatSan d'Abono, vérifie le coût des pièces chez le mécanicien de la région. Il estime que sa communauté doit payer un tarif plus élevé pour l'eau, comme dans d'autres communautés. On génère trop peu de revenus parce que certaines personnes préfèrent aller puiser leur eau gratuitement au lac.

Kune Banahene, mécanicien dans la région depuis 11 ans, dit que les villes ne parviennent pas toujours à maintenir leurs ouvrages et préfèrent attendre que la société ou qu'une ONG les répare. Lui-même ne répare que les ouvrages des communautés qui sont soucieuses de leur entretien.



Akua Afriyei, vendeur d'eau, craint que si la pompe d'un puits du village tombe en panne, il soit impossible de maintenir le service. La communauté ne peut se permettre d'installer un autre forage elle-même, mais si elle disposait d'un parc de forages elle pourrait, grâce aux revenus engendrés, le maintenir sans contracter de prêts.

Le reportage a été réalisé au Ghana par : Nick Dickinson, avec le photographe Peter DiCampo. Bismark Dwumfour-Asare de WASHCost a dirigé certains des entretiens et Rebecca Obuobisa-Darkoa en a assuré la rédaction.

Nick Dickinson

Services d'AEPHA durables

La fourniture de services d'eau durables en milieu rural : Les leçons d'une étude menée dans 13 pays

Dans les pays en voie de développement, approximativement un ouvrage sur trois ne fonctionne pas ou a un rendement inférieur au niveau prévu. Ce constat représente des centaines de millions de dollars d'investissements perdus et implique que des millions de gens doivent se tourner vers des sources lointaines pour puiser une eau insalubre pour leur consommation, et ce au détriment de leur santé, de leur éducation et leurs moyens d'existence.

Bien que l'absence de durabilité ses conséquences pour la réalisation des OMD soient reconnues, les mesures concrètes pour y faire face sont beaucoup moins claires. Triple-S, une initiative de l'IRC financée par la Bill et Melinda Gates Foundation a récemment conclu une étude sur les facteurs qui contribuent ou qui contraignent la fourniture de services d'eau durables en milieu rural à l'échelle appropriée dans 13 pays.

L'étude, qui a examiné les tendances d'approvisionnement en eau en milieu rural au Bénin, au Burkina Faso, en Ethiopie, au Ghana, au Mozambique, en Afrique du Sud, en Ouganda, en Inde, au Sri Lanka, en Thaïlande, en Colombie, au Honduras et aux États-Unis montre que de nombreux pays passent d'une approche centrée sur les infrastructures à une approche de fourniture de services, approche qui appuie une fourniture fiable et continue de services d'eau en milieu rural. L'étude a également révélé un certain nombre de limites communes à l'ensemble des pays.

Prendre en compte l'ensemble des coûts

L'une des lacunes critiques est l'absence de connaissances sur les coûts à long termes de ces services. Ces coûts comprennent les investissements, les coûts de fonctionnement, de renouvellement et de réhabilitation, en plus des coûts d'appui direct et indirect et des coûts du capital pour le remplacement des actifs. Même aux Etats-Unis, les prestataires de services d'eau en milieu rural doivent utiliser plusieurs sources de financement, dont des prêts bonifiés et des subventions des autorités locales et fédérales afin de couvrir les coûts de renouvellement et de réhabilitation des ouvrages.

Dans plusieurs pays étudiés, les communautés doivent attendre qu'une panne importante se produise avant de faire appel à l'administration locale, à l'ONG qui a réalisé le projet initial, ou à un

baillieur de fonds. Ces derniers n'étant pas rapidement mobilisables, les interruptions de services se prolongent ou deviennent permanentes. Le Burkina Faso est l'un des rares exemples d'une approche structurée pour le financement des opérations de renouvellement et de réhabilitation. Un groupe de 40 petites villes et villages ont mis en commun leurs ressources, ont contracté un opérateur privé pour l'entretien des ouvrages, et ont institué un fond de roulement pour couvrir les dépenses importantes.

En outre, l'étude a montré que le financement de l'appui post-construction, l'appui aux communautés, aux collectivités territoriales et aux plateformes sectorielles est à peine pris en compte, même si ces fonctions se sont révélées être fondamentales pour la fourniture de services fiables. L'un des maillons faibles de la prestation de services durables en milieu rural semble être les cadrages financiers qui ne tiennent pas compte de tels coûts.

Coordination de tous les acteurs

L'harmonisation et la coordination des différents acteurs du secteur s'est également révélé être un problème, et pas seulement dans les pays les plus dépendants de l'aide internationale. L'adhésion globale des acteurs aux politiques, normes et lignes directrices en place constitue un élément essentiel pour une intervention adéquate. La Thaïlande, l'Afrique du Sud et l'Ouganda sont des cas intéressants en termes d'approches consensuelles. Par exemple en Ouganda, il y existe un cadre politique national fort soutenu par une approche sectorielle intégrée.

L'une des principales leçons de l'étude porte sur la façon d'amener les changements dans le secteur. Les initiatives par projet ou programmes isolés ne fonctionnent pas. Pour parvenir à un changement réel, il faut envisager l'ensemble du système, y compris ses dimensions politiques, institutionnelles, législatives et les structures doivent être clarifiées et éventuellement ajustées pour permettre la prestation d'un service, plutôt que la simple construction d'infrastructures.

L'étude a identifié dix principaux facteurs de durabilité dans les services d'approvisionnement en eau en milieu rural :



1. Une professionnalisation de la gestion communautaire, y compris l'adoption d'un statut juridique pour les comités d'eau, le développement de services d'appui et un suivi plus serré.
2. Une reconnaissance et une promotion accrues d'alternatives à la fourniture de services, dont les petits opérateurs privés et l'auto-approvisionnement.
3. La mise en place d'indicateurs et de cibles pour mesurer la durabilité des services fournis et la performance des fournisseurs.
4. La normalisation des approches de mise en œuvre définissant des cadres conceptuels ou normatifs communs au niveau national, ou "règles du jeu", tout en permettant une souplesse dans la mise en œuvre.
5. Un appui établi et financé pour les fournisseurs de service post-construction pour un renforcement et un suivi de la gestion communautaires ou des petits opérateurs privés.
6. Un renforcement des capacités des collectivités décentralisées (autorités responsables) sur les principales fonctions du cycle de vie des services d'approvisionnement en eau en milieu rural.
7. Appui à l'apprentissage et au partage d'expériences aux niveaux national et décentralisé.
8. La planification de la gestion d'actifs réalisée systématiquement avec des prévisions financières et des inventaires.
9. Une planification financière adéquate couvrant tous les coûts du cycle de vie, en particulier les dépenses de renouvellement et de réhabilitation et les coûts d'appui direct et indirect post-construction.
10. Une réglementation des services et des prestataires de services en milieu rural

grâce à des mécanismes appropriés adaptés au niveau local.

Sommaire des données sur la durabilité

- 36% des pompes manuelles en Afrique subsaharienne ne fonctionnent pas



- En Tanzanie, 1 système d'approvisionnement en eau sur 4 en panne deux ans après l'installation
- Le financement nécessaire pour couvrir les arriérés des dépenses de renouvellement et de réhabilitation des systèmes d'approvisionnement d'eau et d'assainissement aux États-Unis au cours des 20 prochaines années est de 1,3 trillions de dollars US

- Les coûts de renouvellement et de réhabilitation des ouvrages existant est estimé à 74% du coût de la réalisation des OMD
- 13% du financement pour l'eau potable et l'assainissement des huit principaux bailleurs de fonds est dédié au renouvellement ou à la réhabilitation des ouvrages existants.

Sarah Garriger

Les villes peuvent montrer la voie vers la gestion durable, efficace et équitable des ressources en eau

Les principes du développement durable exigent que nous institutionnalisions et donnions suite aux leçons dans le domaine de la gestion des eaux urbaines et du développement de la ville.

Il faut des approches holistiques, des méthodes et des compétences pour favoriser une coopération et une collaboration fructueuse, notamment par le biais de techniques de communication qui permettent aux intervenants d'échanger des connaissances, des opinions et des préférences de manière à forger une vision collective, réaliste de l'avenir et un programme de mise en œuvre efficace. Un plaidoyer pour l'implication des parties prenantes

nécessite des résultats tels que la réduction des niveaux de pollution ou l'adoption de nouvelles politiques. Un groupe a fait valoir que la durabilité est plus probable lorsque sont impliquées les parties prenantes.

- Les contextes sont très différents. L'implication des intervenants est plus difficile à certains endroits qu'à d'autres.
- Les processus d'implication des parties prenantes ont leurs objectifs propres (il se fait pour une raison), et c'est une raison pour laquelle chaque processus est unique.
- Beaucoup de leçons transférables ont été identifiées, notamment la nécessité de facilitation intensive, la création et

l'utilisation d'une base d'information commune faisant participer les acteurs dans les activités de recherche-action et en créant les bonnes motivations.

Les résultats spécifiques de la réunion - en particulier les études de cas - seront présentés dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau le 22 Mars 2011.

Vous trouverez un choix d'histoires de villes de changement SWITCH au : [\[www.irc.nl/page/61309\]](http://www.irc.nl/page/61309)

Voir le site web officiel de la Conférence au : [\[http://tinyurl.com/4m5gnbj\]](http://tinyurl.com/4m5gnbj)

Vous pouvez consulter le bulletin d'information quotidien avec les interviews de participants et les rapports de ces sessions au : [\[http://tinyurl.com/4jyfglk\]](http://tinyurl.com/4jyfglk)

Petra Brussee

Intéresser les politiciens à la durabilité des services d'eau en villes

Les politiciens veulent rarement être associés à des sujets qui dérangent. Il est important d'inciter les politiciens à mieux comprendre comment améliorer la gestion de l'eau et l'environnement, et de les appuyer dans cet apprentissage.

Ces deux importantes leçons pour les défenseurs du secteur de l'eau ont émergé de la conférence de Décembre 2010 "Gestion durable de l'eau dans les villes : Participation des acteurs pour un changement réel", tenue à Saragosse, en Espagne. Ces leçons sont tirées des discussions sur les opportunités et les défis politiques pour la gestion durable de l'eau dans les villes.

Parmi les autres leçons politiques :

- Les messages doivent être formulés de façon positive.
- Sensibiliser le grand public. La volonté politique commence avec la population.
- Adapter la démarche. Les cadres politiques diffèrent d'un pays à un autre.
- Impliquer et considérer les politiciens comme des acteurs privilégiés. Les politiciens ont tout intérêt à fournir de l'eau à la population.
- Trouver des politiciens qui peuvent influencer les cadres juridiques.
- Mettre en évidence l'intérêt d'impliquer les politiciens.

- L'utilisation d'arguments scientifiques donne un plus grand poids aux arguments— Les politiciens comptent là-dessus.

La Mairie de Saragosse, le Programme de la Décennie de l'Eau pour le plaidoyer et la communication des Nations Unies, le Consortium SWITCH et l'Organisation des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-HABITAT) ont organisé cette conférence de cinq jours, du 13 au 17 Décembre 2010. La conférence a réuni des experts, des responsables de collectivités territoriales, des spécialistes de médias, les principaux opérateurs de service d'eau et des représentants politiques des villes et des groupes d'intervenants pour discuter de la gestion durable de l'eau dans les villes, proposer des mesures concrètes pour faire avancer le plan d'action international et partager des solutions pour mobiliser les acteurs.

La principale cible de l'événement : L'implication des acteurs politiques et médiatiques

Les organisateurs de la conférence ont ciblé les politiciens et spécialistes des médias en dédiant une journée à chacun des deux groupes pour discuter de la meilleure façon de les mobiliser à une gestion plus durable de l'eau en milieu urbain. Sur les 157

participants, 23 étaient des représentants politiques, tels que les maires et les conseillers, 26 étaient des hauts fonctionnaires, 18 étaient des experts en médias et en communication (dont 8 journalistes indépendants).

Des leçons pour l'implication des médias

Des astuces pour traiter avec les médias étaient également au programme de la conférence. Dalia Abdel-Salam, d'Egypte, a déclaré : « Parfois, en tant que journaliste nous nous retrouvons en grande difficulté. Les experts s'attendent à ce que les journalistes parlent de leurs recherches dans leurs articles, mais ils n'essaient pas de simplifier leurs recherches -. Et les rendre accessibles au lecteur ».

Rebecca Munetsi, de Namibie, a souligné le besoin d'arguments solides pour s'assurer que ces récits seront bien utilisés. « Le problème que j'ai en face vient de la salle de rédaction. C'est de là que vient la pression. Pour les gens qui y travaillent, l'eau est une vieille histoire. Il me faut toujours convaincre mon éditeur ». Roel Landingin, des Philippines a insisté sur le fait qu'on ne peut pas simplement attendre des journalistes qu'ils écrivent ce qui est souhaité. Ils ont leur propre avis.

Cela signifie qu'il y a des tensions entre les journalistes et les défenseurs d'une cause.

Author : Petra Brussee et Dick de Jong



John Butterworth de l'IRC



Projet de réduction de l'insécurité alimentaire par l'utilisation des excréta humains hygiénisés comme fertilisant : un sommaire des activités menées de mars à décembre 2010

Le projet de réduction de l'insécurité alimentaire par l'utilisation des excréta humains hygiénisés comme fertilisants (EcoSan UE3) est à son 12^e mois de mise en œuvre dans le Centre Est et Centre Ouest du Burkina Faso. Partant des objectifs et résultats attendus, l'équipe pluridisciplinaire du projet et les partenaires techniques associés ont identifié et planifié de façon participative des activités de sensibilisation-animation sur les engrais EcoSan, de production et d'utilisation de ces engrais, et enfin de capitalisation/diffusion et de plaidoyer.

Depuis la mise en place des équipes de terrain en mars 2010, des résultats significatifs ont été obtenus. Les outils, les médias utilisés et l'approche par groupes cibles ont permis de sensibiliser 100% de la population ciblée sur les vertus, hygiéniques, sanitaires et agronomiques des fertilisants EcoSan. Ce résultat a permis la collecte de 104 m³ d'urine, représentant l'équivalent de 23 sacs d'urée, soit 500, 000 F CFA (762,24 euros) qui pourrait fertiliser 15ha de maïs.

Les tests démonstratifs sur les performances agronomiques des engrais EcoSan ont été réalisés avec le Birg-koom (urine hygiénisée), comparé à l'urée sur plus de dix types de cultures maraîchères et céréalières. Les résultats ont montré que sur les céréales ordinaires, le riz et les cultures maraîchères, on obtient des augmentations de rendement venant du

Birg-koom de, respectivement, +87%, +66% et +53 % par rapport à l'urée. Pour le renforcement des capacités des 2 500 agriculteurs et 160 vulgarisateurs sur les techniques d'utilisation de ces fertilisants, soit respectivement 97% et 100% des acteurs ciblés par le projet, ont été formés, maîtrisent l'itinéraire techniques de production et d'utilisation des fertilisants EcoSan. Ils sont dorénavant capables de pérenniser la technologie dans leur site d'encadrement.

En ce qui concerne la réalisation d'infrastructures de collecte des excréta humains, la latrine double fosse de type vietnamien, les urinoirs et de simples bidons (bidons d'urine) pour hommes et femmes, ont été retenus. Le projet subventionne 70% des coûts des latrines réalisées, le 30% restant est assumé par les ménages. Le taux de réalisation des travaux de construction des 1 648 latrines familiales est évalué à 61%.

Diverses formations ont dispensées à plus 15 000 personnes dans la zone du projet.

La capitalisation/diffusion/visibilité des activités a permis de favoriser le partage d'informations avec le grand public et de susciter l'intérêt dans d'autres villages, zones et régions non bénéficiaires. Les organes de presse nationale (Radio et Télévision du Burkina), privée (audio et presse écrite) et locale (Agence d'Information du Burkina et radios locales)

ainsi que les supports de diffusion du CREPA (Echo du Réseau, Info CREPA, Sources Nouvelles, Site web) et le magazine Faszine, ont assuré une large diffusion des avancées du projet.

Pour plus d'informations sur les activités du projet ECOSAN UE3, veuillez contacter le coordonnateur du projet, Dr Moussa Bonzi (mousbonzi@yahoo.fr)



M. Tarnagda Issouf du village de Sabtenga (la commune de Tenkodogo) raconte son initiative.

« J'ai eu les informations sur EcoSan par les radios, j'ai collecté les urines et fais des essais dans mon champ, Au vue des résultats satisfaisants, j'ai demandé à mes femmes qui ont refusé de donner leurs urines. Les femmes présentes à cette séance ont réagi en disant qu'elles n'ont pas été bien informées. Elles affirment être rassurées du bien-fondé de l'initiative et s'engagent à soutenir les efforts de leur mari ».

La SNV et le CREPA : un partenariat au service du développement du secteur de l'AEPHA

Depuis le 28 janvier 2011, Le CREPA et la SNV ont décidé d'unir leurs forces par la signature d'un accord de partenariat pour la cause des plus démunis.

Favoriser l'accès des populations à l'eau et à l'assainissement, tels sont les objectifs que se sont assignés le CREPA et la SNV pour lutter contre la pauvreté. Cette signature, première du genre entre ces institutions vient matérialiser ce désir d'agir ensemble pour plus d'efficacité sur le terrain. D'une durée de trois ans, ce partenariat est une opportunité qui permet de mettre en œuvre la nouvelle orientation stratégique du CREPA élaborée pour la phase 2011-2015 qui s'articule autour de quatre axes que sont : la Recherche de solutions innovantes, le renforcement

des capacités des acteurs, l'Influence des politiques et la mobilisation des ressources financières à hauteur de 75 milliards à l'horizon 2015. Pour Idrissa Doucouré « le partenariat qui démarre aujourd'hui s'inscrit dans une volonté forte de donner un nouvel élan à la collaboration entre SNV et CREPA. Il permettra de bâtir un environnement favorable pour l'accès des populations africaines à l'eau, l'hygiène et l'assainissement ».

Les points clés de ce partenariat sont entre autres :

- le plaidoyer conjoint auprès des institutions nationales et internationales pour l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement par les populations les plus défavorisées ;

- la mobilisation de ressources pour des actions communes ;
- la circonscription des actions et valorisation des bonnes pratiques de tous les acteurs qui permettent aux collectivités territoriales cibles d'être en mesure d'assumer les responsabilités qui leur ont été transférées en matière de services durables d'hygiène, d'assainissement et d'eau dans le contexte de la décentralisation ;
- la promotion de l'assainissement écologique ;
- le partenariat avec les institutions sous régionales telles l'UEMOA, CEDEAO, CEMAC ;
- l'organisation de plateformes d'échanges et de partage des acteurs du secteur ;

- la collaboration entre le CREPA et la SNV dans la mise en œuvre des représentations du CREPA dans les pays d'intervention de la SNV

Le document a été paraphé par Idrissa Doucouré pour le compte du CREPA et Yaouba Kaïgama, Directeur de la SNV RDC.



Idrissa Doucouré du CREPA et Yaouba Kaïgama

Rappelons que cette signature fait suite à une précédente rencontre qui avait permis d'examiner d'une part les points de collaboration pour instituer des rapports de partenariat formalisés en vue de favoriser une synergie d'actions pour promouvoir, de manière opérationnelle et durable, l'accès des populations à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, en particulier pour les couches défavorisées pour l'atteinte des OMD et d'autre part d'identifier les axes prioritaires de partenariat et enfin de discuter des modalités d'opérationnalisation des axes prioritaires identifiés.

Assitan Tandia Ouédraogo, chargée de communication CREPA

Publications

Peal Andy; Evans Barbara ; Voorden Carolien Van Der. *Une vue globale des approches de l'eau et de l'assainissement.* - Genève (CH) : WSSCC, 2010.- 144 p.

Ce document décrit plusieurs des approches déployées pendant les dernières 40 années par des ONGs, agences du développement, nationales des gouvernementales locales, dans divers cadres - urbain, péri urbain et rural dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Aussi, il fournit une analyse de base de ces approches et leur applicabilité dans certaines situations. Basé sur la littérature grise, il essaie de regrouper le plus d'approches possibles, sans pour autant les évaluer, comparer ou classer.

[\[www.wsscc.org/sites/default/files/publications/wsscc_hygiene_and_sanitation_software_2010.pdf\]](http://www.wsscc.org/sites/default/files/publications/wsscc_hygiene_and_sanitation_software_2010.pdf)

Burkina Faso : Programme SaniFaso pour contribuer à l'éradication de la défécation à l'air libre

Le projet SaniFaso qui a démarré en novembre 2010, a pour objectif d'éradiquer la défécation à l'air libre dans 12 communes partenaires à travers le pays.

D'une durée de quatre ans, ce programme d'assainissement familial permettra la construction de, 16 000 latrines. Parmi les autres activités prévues, notons la formation des maçons locaux et des campagnes de promotion de l'hygiène. La participation de l'IRC porte sur l'amélioration des outils de planification et de décision, entre autre pour y intégrer les dernières découvertes relatives aux coûts des services d'assainissement à long terme du projet WASHCost.

Ce programme de 3 millions d'euros, cofinancé par la Commission européenne est mis en œuvre par l'ONG française Eau-Vive, en association avec WaterAid Burkina Faso, Helvetas, GIZ/WSP et l'IRC.

Pour l'IRC, SaniFaso une excellente occasion non seulement d'intégrer l'approche des coût à long terme dans le pays, mais aussi de poursuivre la réflexion sur l'échelle appropriée de la fourniture de services d'assainissement durable. SaniFaso permettra également à l'IRC de développer son programme au Burkina Faso et d'accroître son implication à l'échelle communale.

Les défis en termes d'assainissement au Burkina Faso

Le taux de couverture en assainissement au Burkina Faso est actuellement estimé à moins de 10%. Afin d'atteindre ses OMD en matière d'assainissement, le gouvernement burkinabè, a mis en place une stratégie et un plan national (PN-AEPA). Ceux-ci ont été présentés, par la Direction générale de l'assainissement, des eaux usées et excréta (DGAEUE) lors du atelier de présentation de programme tenu à Ouagadougou en décembre dernier.

Lors de l'évènement, les maires présents ont indiqués qu'ils avaient reçu très peu d'informations sur la stratégie et le PN-AEPA développés au niveau national. Cette absence de relai illustre l'un des défis que les communes doivent surmonter, d'autant plus qu'elles sont les maîtres d'œuvre désignés.

Les autres difficultés identifiées par les communes comprennent :

- Les différences des problématiques en milieu urbain et rural
- Les modalités et défis du transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux collectivités, et
- La connaissance limitée du cadre réglementaire et institutionnel des autorités locales.

Malgré les clarifications et les éléments de réponses apportés par Mme Songo, directrice de la DGAEUE, la question du transfert des ressources financières et des ressources humaines aux collectivités reste complexe compte-tenu d'un ensemble de contraintes, notamment, l'absence de compétences au niveau de l'Etat, la complexité des circuits financiers, etc.

Suivez les développements du projet SaniFaso sur le site web de l'Eau Vive [www.eau-vive.org] et sur le projet de page web de l'IRC [www.irc.nl/page/58356].

Produit par Dick de Jong and Amélie Dubé

Contact : Christelle Pezon (Pezon@irc.nl) ou Amélie Dubé (Dubé@irc.nl)

Sources Nouvelles Edition Spéciale est publié tous les 3 mois par l'IRC (Centre International de l'Eau et de l'Assainissement) en collaboration avec le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA). *Sources Nouvelles - Edition Spéciale* existe en format papier et en format électronique.

Coordinateur/Editeur : Caridad Machín Camacho (camacho@irc.nl)

Contributeurs : Dick de Jong (jong@irc.nl); Nick Dickinson (dickinson@irc.nl) ; Petra Brussée (Brussee@irc.nl) ; Dave Trouba (david.trouba@wsscc.org) ; Marie Quenum (mquenum@yahoo.fr) et Kabou Kadio (kadio.kabou@reseaucrepa.org)

IRC International Water and Sanitation Centre, P.O. Box 82327, 2508 EH The Hague, the Netherlands, Tel. : +31 703044000, fax: +31 70 3044044, courriel : general@irc.nl, site web : [<http://www.nouvelles.irc.nl/>].

Pour s'abonner envoyez un courriel à : (sourcesnouvelles-join@watsan.net)

Pour se désabonner, envoyez un courriel à : (sourcesnouvelles-leave@watsan.net), ou contacter (camacho@irc.nl)

ISSN: 1874-6594